

Réunion des 9 organisations de retraité·es Compte-rendu INTERNE 1^{er} décembre 2025

La réunion s'est tenue dans les locaux de la FSU de 14 h à 16 h. Sept organisations étaient présentes (CGT, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR (en vision), Ensemble & Solidaires). FO avait prévenu de son absence car « elle n'était pas disponible ce jour », mais elle a envoyé un courrier (ci-dessous) avec la CFE-CGC pour expliquer les conditions de sa participation du G9. L'UNAR-CFTC est absente sur ordre de sa confédération, elle suspend sa participation au G9 jusqu'à une décision du congrès confédéral de mai 2026. L'UNIRS Solidaires était représentée par Anne Millant et Patrice Perret.

Ce compte-rendu interne et complet permet de connaître les positions des différentes organisations, il contient des éléments INTERNES et délicats, qui n'ont pas à être diffusés.

Ordre du jour prévu :

- Point sur l'actualité.
- Bilan du 6 novembre.
- PLF et PLFSS 2026.
- Perspectives de travail et d'action.
- Questions diverses.

La FSU souhaite la bienvenue dans son local, elle rappelle l'ordre du jour, puis précise aussitôt que l'absence prévue de FO et de la CFTC, la réception du courrier cosigné par FO et CFE-CGC, impose de commencer à discuter de la situation du G9.

Courrier envoyé par FO et CFE-CGC :

Lorsque le groupe des 9 s'est constitué, il y a plus de 10 ans maintenant, à l'initiative de l'UCR CGT et de l'UCR CGT-FO, l'accord s'est fait sur la base de 3 revendications :

- Défense du pouvoir d'achat des retraités et augmentation des pensions,
- Droit à l'accès aux soins et défense de la Sécurité sociale,
- Défense des services publics

Cet accord a tenu malgré quelques dérapages sur lesquels nous ne reviendrons pas.

Cependant, pour que l'accord perdure, et nous le souhaitons, il est indispensable de clarifier quelques questions :

A/ Le groupe des 9 ne peut être assimilé au « syndicalisme rassemblé ». Il ne saurait être question « d'unicité syndicale ». Chaque organisation qui le compose, a sa propre histoire, ses

propres revendications, ses propres modalités d'action, ses propres échéances.

B/ Concernant les modalités d'action, elles ne peuvent pas se réduire aux sempiternelles « journées de mobilisation » qui reviennent tous les 2 ou 3 mois en fonction dont ne sait quel calendrier.

C/ Enfin, il faut rompre avec les méthodes qui consistent à mettre les uns et les autres devant le fait accompli de décisions prises en dehors du groupe des 9, au nom du fait qu'elles seraient inscrites dans le calendrier de certaines organisations.

D/ La réunion mensuelle du groupe des 9 n'est ni souhaitable, ni nécessaire. Il doit se réunir lorsque la situation l'exige, ce qui n'empêche en rien l'échange d'informations entre les membres

La FSU partage ce qui a fait l'unité et la spécificité du G9, c'est-à-dire sa plateforme revendicative qui nous a mis en action : le pouvoir d'achat, la santé et la Sécu, les services publics notamment de proximité. Cet accord doit perdurer, malgré les difficultés de quelques intersyndicales des 8 OS qui s'exportent chez nous, malgré aussi la situation politique perturbée et angoissante.

Elle remarque que le G9 n'a jamais été assimilé au « syndicalisme rassemblé », il est composé d'organisations syndicales diverses et d'associations. Il n'a jamais été question d'unicité syndicale.

La périodicité du G9 est dictée par la nécessité de se voir régulièrement, d'autant plus en période de fortes attaques et d'actualités très rapides. Elle fait part d'une information de l'UNAR-CFTC qui explique ce qui a perturbé la confédération CFTC : l'annonce par Sophie Binet de l'action G9 du 6 novembre, l'absence de FO dans cette manifestation. Le bureau de l'UNAR-CFTC, qui n'était déjà pas unanime sur la participation au G9, a validé majoritairement la suspension.

Pour la CGT, ce n'est pas un psychodrame, c'est la vie syndicale. Elle rappelle sa position sur le « G9 », elle ne confond pas un groupe, une entité, avec ce que nous sommes, une intersyndicale avec une géographie mouvante, car les 9 organisations ne sont pas dans tous les départements. Le « syndicalisme rassemblé » n'a rien à voir avec nous, une intersyndicale libre de discuter et décider. Nous avons réalisé un gros travail en commun, nous remercions Solidaires pour ses textes dont chaque organisation a fait ce qu'elle a voulu, en toute liberté. Nous partageons ensemble de nombreuses revendications qui font notre force, avec des points qui diffèrent entre nous : nous sommes tous pour l'augmentation des pensions, mais nous divergeons sur le montant à réclamer ; nous sommes tous pour le 100% Sécu, nous défendons l'hôpital, mais la santé est plus large, elle comprend la médecine scolaire, le manque de médecins. Pour les manifestations, nous avons du mal à attirer du monde, des difficultés à regrouper des organisations localement et des départements autour de Paris. La journée de demain ne concerne que 3 OS.

Solidaires fait remarquer que le G9 n'est pas « à l'initiative de l'UCR CGT et de l'UCR CGT-FO », c'est plus compliqué que cela. Avant l'apparition du G9 en 2014, CGT, FO, FSU, Solidaires ont mené des actions à partir de 2012...

Solidaires partage la base des 3 revendications essentielles ... sur lesquelles nous avons produit et pour lesquelles nous avons agi ensemble. Ce triptyque a été élargi à d'autres sujets dont un travail

important pour une expression commune au Haut Conseil de l'Âge sur les droits familiaux et conjugaux et la défense de la réversion.

La date du 6 novembre a été décidée au cours d'une réunion du G9 puis, ensuite, Sophie Binet a appelé au 6, ce qui lui a donné de l'ampleur. Mais nous avons discuté franchement de réels « dérapages », au niveau national et dans les départements, surtout celui de l'appel au 20 mars dont nous avons appris la date dans des tracts de la CGT ; tout le monde les a regrettés. L'essentiel est qu'ils ne se renouvellent pas.

Aucune organisation n'assimile le G9 à du « syndicalisme rassemblé », d'autant plus que la spécificité de notre groupe est de comprendre, non seulement 6 organisations syndicales, mais aussi 3 associations qui sont partie prenante.

Les journées de mobilisation viennent lorsqu'elles sont nécessaires et sont décidées ensemble, le plus souvent au consensus. La période actuelle d'austérité pour toutes et tous, et davantage pour les retraité·es, les justifient amplement.

Le nombre de réunions a augmenté récemment à cause de l'ampleur des attaques qui nous visent. Nous souhaitons unanimement que l'accord perdure, après ces utiles clarifications.

Ensemble & Solidaires partage les propos précédents, c'est la vie syndicale. Nous devons trouver des bases consensuelles de revendications. Nous ne sommes pas le « syndicalisme rassemblé », chaque organisation est libre. Les dérapages, regrettables, disparaîtront.

La CFE-CGC confirme que le G9 est parisien et qu'il y a des trous dans les départements. Elle est d'accord avec le triptyque revendicatif. La périodicité des réunions suit l'actualité, qui évolue en ce moment chaque semaine.

Nous ne sommes pas forts dans les manifestations, ce n'est pas dans nos habitudes d'y amener du monde. Pour le 6 novembre, nous avons été déçus qu'elle soit annoncée par Sophie Binet dans la presse. Nous n'avons apprécié être accueilli sur la grande place de la fin de la manifestation par un chant révolutionnaire à fond dans les sonos CGT hurlantes, ni la déclaration commune qui s'est terminée par l'annonce des manifestations du 2 décembre, ce qui ne fait pas partie des décisions communes.

La FGR-FP constate une très grande carence d'explications des organisations syndicales sur la question des protections sociales, par exemple sur la capitalisation, présentée comme la possibilité de compléter la faible pension, alors que la réalité de

la capitalisation, c'est l'absence de rétroactivité dans la loi dans le droit français, ce qui fait que la capitalisation ne concerne que les jeunes qui commencerait à capitaliser.

Pour les mobilisations, il y a encore 5 ans, nous en avions 2 dans l'année, le PLF / PLFSS et la revalorisation ou pas en mars et avril. Or aujourd'hui, des questions se posent tous les jours, par exemple maintenant les droits familiaux, et nous avons à agir entre les deux pics de mobilisation de l'année. On avait imposé le débat sur la revalorisation des pensions l'abattement des 10 %, et le gouvernement a chuté. Le gouvernement avait imposé aux Préfets de nous rencontrer, et nous avons été reçus.

Le débat se complexifie davantage, on doit être à la hauteur.

Les dynamiques de l'unité font les dynamiques de mobilisation, les gens attendent l'unité.

Les 2 premières victimes sont la jeunesse et le retraité. On doit continuer sur des dynamiques de mobilisation. On ne sait pas ce que sera le budget, la clarté se fera en janvier et février, quand le réel budget sera adopté par une loi spéciale, comme il a été l'année dernière au niveau de Bayrou. Nous avons produit des arguments sur le niveau de vie, au-delà des stricts trois points revendicatifs.

Il faut continuer à travailler sur 2 thèmes majeurs : déculpabiliser les retraités et ressusciter chez chacun un intérêt à ses propres intérêts.

La LSR (en visio) regrette la situation de FO et CFTC. Une belle plateforme ne suffit pas pour avoir satisfaction, il faut mobiliser dans la rue. Toutes nos actions et productions ont permis des petits reculs et d'être reçus. Notre unité est très utile, elle sert la mobilisation. Dans les départements, le G9 n'existe pas, c'est le G3 ou G13...

La situation politique est compliquée, avec les propositions de retraite par capitalisation ou par points : si les OS acceptent de les négocier, le G9 aura des problèmes. Sophie Binet s'est exprimée sur le 6 novembre, mais nous ne confondons pas l'intersyndicale confédérale et le G9, même s'il existe des prolongements, comme sur l'appel au 2 décembre. Nous ne devons pas interdire des expressions sur des sujets particuliers, c'est de la dictature. Nous souhaitons retrouver vite les 9 organisations, pour agir et ne pas subir l'addition que le gouvernement veut faire payer aux retraités.

La FSU remarque que, dans les départements, même en l'absence d'une partie des 9 organisations, on parle du G9 et du triptyque. Les médias sont très attentifs et reconnaissent le G9. L'appui d'une confédération (Binet ou autre) nous aide dans nos revendications. Les retraités ne sont pas toujours entendus, le G9 est plus entendu.

Ensemble & Solidaires insiste sur la responsabilité énorme des OS dans la diffusion des infos face à la fausse réalité de la presse. Les gens ne comprennent pas charges / cotisations, brut / net, nous devons aller au-delà de l'argumentaire, expliquer les choses, former. La Sécu est ancrée dans le quotidien, les gens ne voient pas les conséquences si elle disparaissait.

La FGR-FP pense que le G9 marque le paysage, nos actions ont permis d'obtenir une revalorisation des pensions de 7 % en deux ans. Le G9 est présent sur tous les territoires. Le 6, nous n'avons pas eu droit à la presse nationale, mais nous avons bénéficié d'une bonne couverture nationale.

Bilan du 6 novembre

La FSU note, pour le 6 novembre, une mobilisation réussie avec plus d'une centaine d'initiatives (30 000 personnes selon la CGT), la FSU a reçu 65 réponses des équipes, indiquant 18 000 manifestant·es), a constaté des actions dans de toutes petites villes, une couverture médiatique considérable très importante même dans petits départements, avec des camarades intervenant à France 3, Ici, ... ce qui a été vu par les confédéraux et crédibilise la place des retraité·es. On a joué notre rôle. Des député·es ont proposé des amendements (éventail très large, division dans la droite – que l'on n'a pas retrouvé au Sénat) sur le gel pension, les 10 %. Le Sénat concède de ne pas appliquer le gel des pensions pour les petites pensions, inférieures à 1 400 € brut (inférieur au seuil de pauvreté), il ne revient pas sur l'indexation prévue ... nous devons continuer à avancer nos revendications.

La CGC, à l'inverse, constate un échec du 6 novembre. Elle considère que la fixette sur une date dans le courrier en commun, le blocage pour laisser écrit « 6 novembre », sont responsables du départ de la CFTC, ça restera dans les annales. Des adhérentes de la CGC sont contents du G9, d'autres sont partis de la CGC à cause du G9. Il faut se battre pour nos retraites, la CGC salue le travail de Solidaires sur les arguments, qui permet d'argumenter. Nous devons faire attention dans nos expressions, il fallait enlever le 6 novembre pour conserver l'unité. L'annonce en fin de manif du 2 décembre est une erreur, ce n'était pas le lieu. C'était bien que les super chefs des con-

fédérations étaient en tête dans la manif à Paris, mais nous, nous étions seulement des retraité·es, peu visibles.

La CGT rappelle que la décision du 6 a été prise ensemble, sous réserve pas qu'il n'y ait pas d'action confédérale. La préparation du 6 s'est appuyée sur des centaines de tracts, des contacts avec la population sur 15 marchés à Paris. Le traitement des médias est différent entre Paris et la province, car le retraité y lit le journal qui rend compte de son action. Le courrier avait un contenu, il avait pour objectif d'insister sur le 6, qu'il n'était pas possible de retirer. Dans la lettre au Medef, il s'agit de leur dire ce que l'on veut, à l'Arrco-Agirc, on se bague, de préférence ensemble, et il y a eu 117 rassemblements de parfois 15 personnes. Il faut arrêter de parler du « G9 », mais de « 9 organisations de retraité·es ». On ne peut pas interdire à une personne de chanter l'internationale.

La CGC répond sur le 6 novembre, une personne a mal réagi au fait qu'une SG confédéral est intervenue en appelant au 6. L'internationale, on l'a tout le temps, des personnes peuvent la chanter, mais là le problème était que les sonos l'imposaient sur la place à l'ensemble des manifestant·es. On travaille sur les mêmes dossiers. Quand on parle au Medef, on parle de là où il est. FO, CFTC, CGT était dans les négociations Agirc-Arrco.

Solidaires regrette la focalisation sur l'appel au 6 de Sophie Binet qui, pour nous, a donné au 6 une importance qu'elle n'a pas d'habitude. La présence de 2 autres secrétaires confédérales également. Dans le déroulé de la manifestation, les chants et mots d'ordre de notre cortège étaient bien « pires » que l'internationale !

La CGC répond aussitôt que le cortège de Solidaires peut chanter l'internationale, mais que l'ensemble des manifestant·es ne doit pas être accueilli par les sonos qui imposent à tous ce chant.

La FSU pense que la présence des 3 SG des conf était importante, c'est une reconnaissance des retraité·es, de l'importance du G9 et de la place des retraité·es dans la société. Sophie Binet a légitimé nos revendications, notamment le refus des gels des pensions et des allocations.

Elle propose, pour le PLF et PLFSS, d'affirmer ensemble nos revendications. Nous allons voir le contenu des ordonnances, sommes-nous d'accord pour une expression commune ?

PLF et PLFSS

Solidaires rappelle que l'Assemblée a adopté des mesures atténuant des éléments régressifs, sans bouleverser le fond, en laissant l'essentiel de l'austérité. Exemple : le décalage sur la réforme des retraites signifie que le départ à 64 ans sera imposé à partir des personnes nées en 1969. Le Sénat a supprimé les petites avancées, et en a même aggravé. Nous ne savons pas ce qui sortira de la Commission paritaire, l'hypothèse d'un retour du 49.3 ne semble plus tabou et arrangerait bien le PS.

La CGT signale qu'il est difficile de peser sur les élu·es à Paris, il n'existe pas de permanence du député, il faut demander audience et les rencontrer dans une mairie. La réunion du COR de ce matin a porté sur les droits conjugaux et familiaux.

La FGR-FP, dans brouillard ambiant, propose une expression sur deux points essentiels :

- L'universalité des droits (et non des droits accordés selon le revenu) ? Nous avons l'exemple anglo-saxon, qui a décidé de ne donner qu'aux moins aux riches puis finalement, plus personne

n'a les AF. L'universalité des droits est fondamentale. Elle s'oppose à l'idée que le retraité capte les ressources des autres. Une étude de Maignon montre l'importance de la captation de l'héritage et des inégalités fiscales : l'avenir de la retraite par répartition nécessite de résoudre le problème des ressources.

- Une fiscalité plus juste, notamment pour le PLF et PLFSS. Cela impose de mettre fin aux 81 milliards d'exonération de cotisation, aux 100 milliards de fraude sociale.

La FSU revient sur les droits familiaux et conjugaux. Elle a assisté ce matin à la séance du COR qui a présenté une analyse de la situation très intéressante et des propositions de pistes choquantes qui feront, de toutes façons, des perdants, tout en faisant passer l'idée du maintien du revenu des retraité·es par rapport à celui des actifs. Il dit souhaiter uniformiser les droits, faire converger les systèmes illisibles, maintenir les revenus, se préoccuper des femmes surtout les plus modestes. Il met en cause la dissociation des droits familiaux et des droits conjugaux, fait glisser de l'un vers l'autre (par exemple, la baisse de la réversion s'élève à 39

milliards). Ce doit être le point 3 de notre expression. Et le point 4 fera état de l'offensive violente des media contre les retraité·es pour les opposer aux jeunes. Le HCA travaille sur la donation aux enfants et petits-enfants.

La CGC appuie une expression comportant la place des retraité·es dans la société et l'âgisme. La réversion doit être universelle (et non distinguer public / privé, voir l'écrit de Solidaires). La CFDT souhaite la fin de la réversion car la femme travaille. La CFTC veut le maintien de la réversion, il s'agit de toucher la pension qui n'a pas été touchée

Points divers : la CNSA

La CNSA renouvelle le collège des personnes âgées. Les 42 associations qui ont le droit de prétendre y siéger (dont CGT, CGC, FSU, FGR-FP, Ensemble & Solidaires) peuvent déclarer une personne pour prendre une place parmi 6 titulaires et 6 suppléants. Sur ces 42, 10 n'ont pas répondu, 32 ont désigné 27 titulaires, et aucune n'a proposé de suppléant.

La FGR-FP informe qu'elle a reçu invitation, mais qu'elle n'avait pas la capacité logistique pour désigner une personne, elle souhaite un travail construit du G9 dans le CNSA, pour y faire entendre une voix syndicale. La CNSA veut prendre la main sur

par la personne décédée. Dans son émission, BFM a joué sur les statistiques, en isolant 3 ans pendant lesquels il y a eu augmentation des pensions et pas des salaires. Les syndicats présents, CGC et Solidaires, n'ont pas eu la parole pour contredire.

La CGT propose de reprendre nos déclarations sur les PLF et PLFSS, mais d'attendre l'analyse de nos confs sur les droit familiaux et conjugaux.

La FSU souligne les difficultés des femmes qui, après séparation d'avec leur conjoint, gèrent seules les gamins, doivent repayer une maison à 50 ans.

l'évolution des CDCA, la perte d'autonomie, ... Peut-on avoir une position syndicale commune ? Les OS représentent 10 % des membres ?

FSU : nous n'avons pas été en position de donner un avis. La question méritait d'être travaillée.

La CGC s'est présentée suppléante en 2020. Elle a pris acte de la gestion de la 5^e branche de la Sécu par la CNSA, mais a décidé de ne pas la quitter.

La FSU approuve cette réflexion intéressante, elle est pour que les prochains G9 en discutent et réalisent un travail alimentant une parole dans le CNSA.

Relevé de décisions adopté par les personnes présentes :

Les absences de FO, puis de l'UNAR-CFTC (à qui sa confédération a demandé de se mettre en retrait du G9 jusqu'au congrès confédéral de mai 2026) ont incité à commencer la réunion en discutant du courrier commun UCR-FO et UNIR CFE-CGC et en réfléchissant sur le fonctionnement de nos 9 organisations de retraité·es. Il a été décidé de répondre très rapidement à ce courrier. Marie-Laurence (FSU) et Patrice (Solidaires) se voient à la fin de notre réunion pour élaborer un projet de réponse.

Les manifestations du 6 novembre, qui n'ont pas fait l'unanimité du G9, sont évoquées pour informer de la présence de 30 000 manifestant·es dans plus d'une centaine de rassemblements et de l'écho dans la presse locale.

Toutes les organisations constatent l'ampleur des attaques et de la virulence des propos visant les retraité·es. Nous ne connaissons pas encore les mesures que le gouvernement retiendra pour le PLF et le PLFSS, mais nous estimons très important de

nous positionner sur quatre principes forts qui font consensus entre nous :

- L'universalité des droits et notre refus de droits accordés selon le revenu, car nous avons des exemples de droits universels, remplacés par des droits conditionnés par un faible revenu qui a baissé avec le temps.
- Une fiscalité plus juste pour les PLF et PLFSS. Sur ces deux points, Jacques de la FGR-FP envoie un projet
- Les droits familiaux et conjugaux, remis sur la table avec la réunion du COR ce matin. Nous y avons déjà travaillé, et nous avions alors défendu le maintien des pensions de réversion. Marie-Laurence de la FSU rédige le projet.
- La place des retraité·es dans la société et l'âgisme, afin de contrer les propos contre les « boomers » qui opposent les séniors à la jeunesse. Anne de Solidaires envoie un paragraphe.

Date de la prochaine réunion : nous demandons à FO de nous proposer quelques dates après fin janvier. Le lieu pourrait être la FGR-FP ou la FSU.